

Coup d'Etat du 3 août:

Un "Coup" blanc

Cette fois-ci c'est la bonne. Le régime du président Ould Taya, après avoir échappé à plusieurs tentatives de putsch, a été renversé mercredi dernier, 3 août, par une junte militaire dirigée par certains

de ses plus proches collaborateurs. Les auteurs du coup ont mis en place un "Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie" qui s'est donné deux ans pour remettre le pouvoir aux civils.

Accueilli dans la joie à Nouakchott et à l'intérieur du pays, ce putsch a été condamné, mais du bout des lèvres, par la communauté internationale.

Suite en page 3

Le coup de force du 3 août est venu de là où on l'attendait le moins, c'est-à-dire de l'un des derniers bastions sur lesquels l'ancien président comptait pour assurer sa sécurité personnelle et, bien sûr, son maintien à la tête de l'Etat. En effet, l'arrestation, à leurs domiciles, des chefs d'Etat major des différents corps, comme première mesure décidée dans le cadre de l'exécution du putsch, a été menée par le commandant du BASEP, le colonel Mohamed Ould Abdel Aziz. C'est vers 3 heures du matin le mercredi et après avoir mis en lieu sûr les colonels Ould Jideine et Ould Eyih, respectivement chefs d'Etat major de l'armée et de la garde que le chef du BASEP s'est présenté au portail de l'Etat major de la gendarmerie pour, pense-t-il, "neutraliser" le colonel Ould Riha. Le poste de garde ayant opposé un non catégorique à la demande des putschistes d'accéder à l'enceinte et encore moins au domicile de ce dernier, le colonel Aziz a engagé une discussion au téléphone avec le maître des lieux, qui avait déjà fait appel à ses troupes les plus opérationnelles à Ouad Naga et Nouadhibou. Une discussion à l'issue de laquelle les "assaillants" sont sortis convaincus de la nécessité d'utiliser la force pour "neutraliser" l'ultime soutien militaire du régime auquel ils entendent impérativement mettre fin avant l'aube.

Ce sera aux environs de 12 heures que le colonel Ould Riha, sous la pression de quatre chars mobilisés par le colonel Aziz, a enfin accepté, mais non sans avoir reçu de la part de son encombrant visiteur l'assurance, en cas d'échec des négociations, de le ramener au bercail, de rejoindre le colonel Ely Ould Mohamed Vall et son équipe dans la salle de commandement de l'état major national.

N'étant pas parvenus à convaincre leur "hôte" de les soutenir dans leur initiative de mettre fin au régime de Ould Taya, les putschistes ont découvert un homme courageux, fidèle jusqu'au bout, mais suffisamment raisonnable pour s'inviter à contrecœur au banquet du quarteron vaincu. C'est cet "imprévu" qui explique la

confusion, pendant toutes les premières heures de la matinée, sur l'issue de l'opération. En effet, jusqu'à la publication à 12 heures 30 sur le site de l'Agence Mauritanienne d'Information du communiqué du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie (CMJD), la seule certitude était que la ville de Nouakchott était entre les mains de la garde présidentielle de Ould Taya, mais personne n'était en mesure de dire avec certitude au profit de qui le colonel Aziz roulait.

Parallèlement à cette opération de neutralisation des chefs de corps, les putschistes avaient, dès le début d'exécution de l'opération, c'est-à-dire après avoir sécurisé la ville de Nouakchott, entamé par téléphone et par échange de télécopies des négociations avec les chefs des régions militaires à l'intérieur du pays. Le procédé consistait à transmettre à chacun un texte qui présentait les noms des quatre leaders du mouvement et les principales orientations de l'opération, et auquel il était demandé de répondre immédiatement, à l'américaine, par oui ou par non. Les chefs militaires de l'intérieur ayant tous répondu favorablement en un temps record, les insurgés avaient toute latitude de poursuivre, rassurés, le travail de maîtrise de tous les points névralgiques de la capitale, à savoir la présidence, les différents états majors, la radio, la télévision puis entamer, avant la levée du jour, la sécurisation des principaux marchés de la capitale ainsi que l'intégrité physique de certaines personnes très proches du régime et qui constitueraient, à terme, "raisonnablement" une cible privilégiée de la vindicte populaire.

C'est ainsi que vingt et un an de règne sans partage se sont 'volatilisés' en une nuit pour révéler au monde un homme manifestement seul devant son sort, après avoir été glorifié pendant près d'un quart de siècle.